

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISC.
GENERALE

E/CN.4/SR.187
22 mai 1950

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE .

DE LA CENT QUATRE-VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le jeudi 11 mai 1950, à 11 heures 15.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :
 - Projet de résolution relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, présenté par le Danemark, l'Egypte, la France et le Liban (E/CN.4/435).
- Mesures de mise en oeuvre (E/1371, annexe III) (suite) :
 - Proposition relative aux mesures de mise en oeuvre, présentée par les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde et le Royaume-Uni (E/CN.4/474).

PRESENTS :

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TSAO	Chine
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentants d'institutions spécialisées :

M. LEMOINE	Organisation internationale du Travail (OIT)
M. ARNALDO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Représentante d'une organisation non gouvernementale de la catégorie A :

Mlle SENDLER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
--------------	---

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme AITTA	Union catholique internationale de service social
M. NOLDE Mme NOLDE }	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
M. CRUICKSHANK	Conseil interaméricain du commerce et de la production
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle CARTLAN	Union internationale des ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. DAS	Secrétaire de la Commission

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (Annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :

Projet de résolution relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, présenté par le Danemark, l'Egypte, la France et le Liban (E/CN.4/485).

1. La PRESIDENTE met en discussion le projet de résolution commun présenté par le Danemark, l'Egypte, la France et le Liban (E/CN.4/485).

2. M. KYROU (Grèce) propose de discuter et de mettre aux voix le projet de résolution commun paragraphe par paragraphe.

Il en est ainsi décidé.

Premier paragraphe

3. M. SORENSON (Danemark) fait remarquer que la traduction anglaise provisoire du projet n'est pas tout à fait conforme au texte original français. En effet, dans le texte français, les mots "en vue d'assurer" modifient le verbe "préparer" tandis que, dans la traduction anglaise les mots "in order to secure" modifient l'expression "being resolved" qu'ils suivent immédiatement.

Il est décidé de rendre le texte anglais conforme au texte français sur ce point.

4. M. MALIK (Liban) estime que l'expression anglaise "in order to secure" a un sens plus fort que l'expression française "en vue d'assurer". Il conviendrait donc de remplacer la première par l'expression "with a view to assuring".

5. M. ORIBE (Uruguay) appuie les observations du représentant du Liban.

6. M. CASSIN (France) estime qu'il convient de préciser dans le premier paragraphe, que la Commission est résolue à préparer "l'exécution" du programme de ses travaux, étant donné qu'elle a déjà arrêté le programme proprement dit de ses travaux par la résolution qu'elle a adoptée la veille. Il propose donc de remplacer les mots "le programme" par les mots "l'exécution du programme".

7. Mlle BOWLE (Royaume-Uni) estime qu'il serait inexact de dire que la Commission se prépare à exécuter son programme de travail. En fait, elle ne fait que préparer ce programme purement et simplement.

8. La PRESIDENTE met aux voix le premier paragraphe du projet de résolution commun, tel qu'il a été modifié par le Danemark, le Liban et la France.

Par 12 voix contre une, avec une abstention, le premier paragraphe du projet de résolution commun, ainsi modifié, est adopté.

Deuxième et troisième paragraphes.

A l'unanimité, les deuxième et troisième paragraphes sont adoptés.
Quatrième paragraphe.

9. M. MENDEZ (Philippines) propose de remplacer la formule "saisit avec gratitude l'offre qui lui est faite par l'OIT et par l'UNESCO" par la formule "Invite l'OIT et l'UNESCO à".

10. La PRESIDENTE fait remarquer que la Commission n'est pas compétente pour demander aux institutions spécialisées de lui prêter leur assistance dans l'élaboration de projets de texte, quels qu'ils soient.

11. M. KYROU (Grèce) propose de dire "Tient compte, avec gratitude, de l'offre qui lui est faite par l'OIT et par l'UNESCO".

12. M. MENDEZ (Philippines) estime qu'il serait préférable d'adopter, soit la formule "Accueille avec gratitude l'offre faite par", soit la formule "Prend note avec gratitude de l'offre faite par".

13. M. NISOT (Belgique) fait remarquer que la Commission se trouve en présence d'une offre de collaboration faite par l'OIT qu'il convient d'accepter.

14. M. CASSIN (France) rappelle que l'OIT est la seule institution spécialisée qui ^{fait} ait jusqu'ici une offre formelle de collaboration. Quant à l'UNESCO, celle-ci examinera, lors de sa prochaine conférence, dans quelle mesure elle pourrait apporter son concours à la Commission. On ne saurait donc adopter la même formule pour ces deux institutions.

15. La PRESIDENTE demande aux représentants de l'OIT et de l'U. d'exposer leurs points de vue en la matière.

16. M. LEMOINE (Organisation internationale du Travail) rappelle déjà déclaré, au cours d'une séance précédente, que le Directeur gén. l'OIT serait prêt à soumettre au Conseil d'administration toute demande d'assistance que la Commission adresserait à cette organisation. P.

représentant de l'UNESCO a déclaré que cette organisation examinerait la question au cours de sa prochaine Conférence. Dans ces conditions, il serait peut-être préférable d'adopter une formule générale tenant compte de la position de ces deux organisations.

17. M. ARNALDO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) tient simplement à rappeler que le Conseil d'administration de l'UNESCO a inscrit la question des droits économiques et sociaux à l'ordre du jour de la prochaine Conférence, qui se réunira à Florence le 22 mai 1950, et qu'il a donné l'assurance que les décisions prises à cette Conférence seraient communiquées à la Commission en temps opportun.

18. La PRESIDENTE estime que, à la suite de ces observations, la formule "Prend note avec gratitude des offres faites par" semble être la meilleure.

19. M. SØRENSEN (Danemark), M. KYROU (Grèce), M. CASSIN (France), M. NISOT (Belgique) acceptent cette formule.

20. M. MALIK (Liban) n'a aucune objection à faire contre cette formule, mais il aurait préféré dire tout simplement "Prend note avec satisfaction des déclarations faites par les représentants de l'OIT et de l'UNESCO etc."

A l'unanimité, le quatrième paragraphe, tel qu'il a été amendé, est adopté.

Cinquième paragraphe

21. M. MENDEZ (Philippines) propose de remplacer, dans le texte anglais, le mot "invites" par le mot "requests", et de supprimer, plus loin, les mots "requests him". En ce qui concerne le texte français, cette modification n'entraînerait que la suppression des mots "le prie".

22. M. KYROU (Grèce) propose d'insérer à la suite du mot "soumettre", les mots "le plus tôt possible".

23. M. MALIK (Liban) estime que la demande au Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour s'assurer la collaboration des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies doit être faite par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Il propose donc de remplacer les mots "demande au Secrétaire général de prendre" par les mots "recommande au Conseil économique et social de demander au Secrétaire général de prendre etc."

24. M. KYROU (Grèce) n'est pas d'accord avec le représentant du Liban. S'il est vrai que le Secrétaire général ne peut pas entrer en rapport avec les Etats Membres des Nations Unies sans l'autorisation du Conseil économique et social, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'entrer en consultation avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées en vue de préparer des projets dont l'élaboration rentre directement dans le mandat de la Commission.

25. M. CASSIN (France) appuie le point de vue du représentant de la Grèce. La Commission a reçu le mandat de préparer un projet de pacte international relatif aux droits de l'homme et elle est pleinement habilitée à demander au Secrétaire général d'entrer en rapport avec les institutions spécialisées en vue de réunir la documentation nécessaire à l'accomplissement de cette tâche.

26. M. MALIK (Liban) persiste à croire que le Secrétaire général ne peut pas entrer en consultation avec des organisations intergouvernementales sans l'autorisation du Conseil. De plus, il invite les membres de la Commission à envisager la situation dans laquelle se trouverait le Secrétaire général au cas où le Conseil économique et social n'entérinerait pas le plan de travail adopté par la Commission.

27. M. Malik rappelle que le Conseil est très jaloux de ses prérogatives et qu'on ne saurait le placer devant un fait accompli.

28. M. NISOT (Belgique) appuie les observations du représentant du Liban et il accepte la formule proposée par ce dernier à condition de remplacer le mot "demander" par le mot "charger".

29. M. SORENSON (Danemark) appuie également la proposition du Liban.

30. M. RAMADAN (Egypte) est opposé à la proposition du Liban pour les raisons exposées par les représentants de la Grèce et de la France.

31. M. CASSIN (France) fait remarquer que l'application du projet de résolution en discussion est subordonné à l'acceptation par le Conseil de la résolution adoptée par la Commission la veille. En conséquence, il ne saurait être question de placer le Conseil devant un fait accompli.

32. La PRESIDENTE met aux voix la proposition du Liban, modifiée par la Belgique, tendant, à remplacer les mots "demande au Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires" par les mots "recommande au Conseil économique et social de charger le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires."

Par 9 voix contre 4, avec une abstention, cette proposition est adoptée.

33. La PRESIDENTE met aux voix la seconde partie du cinquième paragraphe du projet de résolution commun commençant par les mots "pour obtenir des autres organismes etc...".

A l'unanimité, la seconde partie du cinquième paragraphe est adoptée.

34. La PRESIDENTE met aux voix l'ensemble du projet de résolution commun, tel qu'il a été amendé.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution commun, tel qu'il a été amendé, est adopté.

35. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) n'a pas d'objection à formuler contre le projet de résolution que vient d'adopter la Commission et qu'il a, lui aussi, voté; mais il tient à expliquer son vote sur le projet de résolution E/CN.4/484 que la Commission a adopté au cours de sa précédente séance.

36. Le projet de résolution présenté par l'Egypte, la France et le Liban remet à la première session que tiendra la Commission en 1951 l'examen des droits économiques, sociaux et culturels; la délégation yougoslave, fidèle à l'attitude qu'elle a adoptée pendant toute la discussion de cette question, a voté contre le projet de résolution commun E/CN.4/484.

37. M. Jevremovic rappelle à cet égard que les Nations Unies ont, au cours de la deuxième guerre mondiale, déclaré solennellement que seront adoptées dans l'avenir, sur le plan international, des mesures visant à garantir les droits économiques, sociaux et culturels. La Charte des Nations Unies a énoncé ces droits; mais cinq années ont passé et aucune décision n'a été prise en ce domaine. Les organes compétents de l'Organisation ont pourtant disposé d'un laps de temps suffisant pour étudier et adopter des dispositions visant à assurer le respect de ces droits. L'argument d'après lequel la Commission n'aurait pas eu assez de temps pour agir n'est donc pas fondé.

38. Au cours de sa cinquième session, la Commission a adopté une résolution exposant sans équivoque la nécessité d'inclure dans le pacte relatif aux droits de l'homme des articles garantissant la jouissance des droits économiques et sociaux; par cette même résolution la Commission priait le Secrétaire général de préparer à cette fin une "étude des activités des autres organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions ressortissant au domaine des articles 22 à 27 de la Déclaration universelle des des droits de l'homme."

39. Néanmoins la Commission des droits de l'homme, en adoptant le projet de résolution E/CN.4/484, a annulé la résolution qu'elle avait adoptée au cours de sa cinquième session. La nouvelle résolution est rédigée de telle façon que l'on peut se demander d'une part, si la Commission n'accorde pas aux droits économiques et sociaux, moins d'importance qu'aux autres droits et, d'autre part, si elle ne se propose pas de remettre "sine die" l'étude des articles relatifs à ces droits et l'inclusion de ces articles dans le projet de pacte. La résolution E/CN.4/484 peut fort bien faire l'objet d'une telle interprétation, contre laquelle la délégation yougoslave s'élève vigoureusement.

40. M. Jevremovic fait observer que, si la Commission avait eu vraiment le désir de résoudre ce problème, elle l'aurait déjà fait depuis longtemps; mais elle a négligé le mandat qui lui a été confié et, ce faisant, elle a pris une décision d'une très grave portée. En outre, elle n'a tenu aucun compte des observations présentées par la délégation yougoslave dont l'attitude s'inspire d'un souci constant des problèmes que pose le respect des droits économique et sociaux.

41. La décision adoptée par la Commission au cours de sa précédente séance peut amener la délégation yougoslave à reconsidérer sa position à l'égard de l'ensemble du projet de pacte relatif aux droits de l'homme. En tout état de cause, la délégation yougoslave se réserve le droit de soulever à nouveau le problème devant l'Assemblée générale.

MESURES DE MISE EN OEUVRE (E/1371, annexe III) (suite):

Proposition relative aux mesures de mise en oeuvre présentée par les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde et le Royaume-Uni (E/CN.4/474)

42. La PRESIDENTE met aux voix le paragraphe 1 de l'article premier de la proposition commune (E/CN.4/474).

Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, ce paragraphe est adopté.

43. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission à se prononcer sur les textes alternatifs proposés pour le paragraphe 2 de l'article premier. Le texte A a été proposé par les Etats-Unis et le Royaume-Uni et le texte B par la France et l'Inde.

44. M. KYROU (Grèce) demande au représentant de la France d'expliquer pour quelles raisons il désire que le comité des droits de l'homme soit également composé de "personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires".

45. M. CASSIN (France) déclare qu'en proposant l'insertion de ce membre de phrase, il a voulu, avant tout, que le comité des droits de l'homme échappe aux influences politiques. Sans doute, lorsqu'un Etat porte plainte contre un autre Etat, le litige présente-t-il un caractère politique, mais il conviendrait que les personnalités chargées de prononcer sur ce litige ne fussent pas des hommes politiques. En outre, il serait bon que des juristes fissent partie de ce comité car, en raison de leur profession, ils sont mieux à même de déterminer s'il y a eu violation de la loi. En conclusion, M. Cassin fait observer que le texte B repose sur un principe identique à celui qui a inspiré la rédaction du texte alternatif proposé pour l'article 5 relatif à la désignation des membres du comité.

46. La PRESIDENTE, parlant en sa qualité de représentante des Etats-Unis, estime qu'il est inutile de parler de personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires. A cet égard, le texte A est suffisamment explicite : il n'exclut nullement la possibilité de désigner de telles personnalités, mais il évite de donner un caractère purement judiciaire au comité. D'autre part, tel qu'il est actuellement rédigé, le texte B semble laisser entendre que les personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires ne jouissent pas forcément d'une haute considération et d'une compétence reconnue.

47. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) partage le point de vue de la représentante des Etats-Unis. Il faut absolument éviter que le comité des droits de l'homme fasse double emploi avec la Cour internationale de Justice. La tâche de ce comité est de recueillir des renseignements, de vérifier les faits et de fournir ses bons offices pour le règlement à l'amiable d'une affaire. Il ne faudrait pas donner au comité un caractère judiciaire.

48. M. VALENZUELA (Chili) fait observer que la discussion actuelle sur les textes A et B montre qu'il existe, en fait, une différence de conception sur ce qui doit être la nature du comité des droits de l'homme. C'est donc en tenant

compte du fond de ce problème que la délégation du Chili se prononce en faveur du texte A.

49. De l'avis de M. Valenzuela, le comité ne peut, en aucun cas, être un organe judiciaire; s'il l'était, la Cour internationale de Justice interviendrait dans la désignation de ses membres, l'article premier du statut de la Cour stipulant que la Cour est l'organe judiciaire principal de l'organisation des Nations Unies. En outre, les articles 34 à 38 ne prévoient nullement que la Cour pourrait être compétente en la matière. Enfin, le pacte sera ratifié par des Etats qui ne feront peut-être pas tous partie de l'Organisation des Nations Unies. Les membres de la Cour internationale de Justice étant désignés par les Etats Membres de l'Organisation, la Cour ne pourrait pas, à son tour, désigner comme membre du comité des droits de l'homme des nationaux d'Etats qui ne feraient pas partie de l'Organisation des Nations Unies. Pour accorder un tel pouvoir à la Cour, il faudrait amender son Statut. Or, d'après l'article 69 du Statut, de tels amendements seront effectués "par la même procédure que celle prévue pour les amendements de la Charte des Nations Unies". La délégation du Chili se prononcerait contre toute modification donnant à la Cour une participation quelconque dans la désignation des membres du comité des droits de l'homme. C'est pour cette raison que ses préférences vont au texte A.

50. M. CRIBE (Uruguay) préfère le texte B, car il voudrait que l'on insiste sur le caractère judiciaire des fonctions que remplira le comité des droits de l'homme et sur la nécessité de maintenir ce comité à l'abri de toute influence politique.

51. Mme MEHTA (Inde) déclare que sa délégation tient avant tout à ce que le comité des droits de l'homme soit indépendant; c'est pourquoi il lui a semblé nécessaire de mentionner dans le texte B les "personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires". La désignation de telles personnalités contribuerait à maintenir le comité à l'abri des intrigues politiques et, de plus, cette disposition n'interdirait nullement de désigner des personnalités autres que des juristes, à condition que ces personnalités aient une compétence reconnue dans les matières concernant les droits de l'homme.

52. M. WHITIAM (Australie) estime que le comité des droits de l'homme devrait comprendre des personnalités ayant une expérience juridique car de telles personnalités apporteraient une aide précieuse à la solution des conflits en raison de leur expérience même.

53. Le représentant de l'Australie propose de modifier le texte B de façon à dire "..... qui doivent être des personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires ou d'autres personnalités jouissant d'une haute considération" Cette modification répondrait à l'observation faite par la Présidente sur le libellé du texte B.

54. M. KYROU (Grèce) propose, afin d'aboutir à une solution de compromis, d'ajouter à la suite du texte A, le membre de phrase suivant : ".... il serait souhaitable que figurent parmi ces personnalités des personnes ayant occupé de hautes fonctions judiciaires" (traduction provisoire).

55. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) se prononce contre la suggestion du représentant de la Grèce; en effet, la Commission semblerait, de cette façon, souligner qu'il est nécessaire de désigner des personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires.

56. M. MALIK (Liban) préfère le libellé initial du texte A. Il espère que les membres de la Commission ne se diviseront pas sur une question de qualifications juridiques: on peut jouir d'une haute considération sans avoir nécessairement occupé de hautes fonctions judiciaires. Le texte A laisse cette possibilité et constitue la meilleure formule. M. Malik ne comprend pas que les représentants de l'Inde et de la France insistent sur la qualification en question, car elle écarterait du comité les personnalités n'ayant pas occupé de hautes fonctions judiciaires. La représentante de l'Inde a dit que le comité doit être un organisme à l'abri des intrigues politiques. Faut-il donc en conclure que seules les personnalités qui ont occupé de hautes fonctions judiciaires sont indépendantes des pressions politiques ? Il serait préférable de laisser aux organismes chargés de procéder à l'élection des membres du comité le soin de régler cette question.

57. Les droits de l'homme ne seront pas mieux défendus ni protégés par des juristes professionnels que par d'autres personnalités. Les juristes ont, souvent, en effet, tendance à ne se préoccuper que des aspects juridiques d'un problème, et l'aspect humain des questions touchant les droits de l'homme peut leur échapper. Aussi, M. Malik ne pense pas qu'il convienne d'exiger des membres du comité qu'ils aient occupé de hautes fonctions judiciaires et il estime que le libellé initial du texte A est le plus judicieux.

58. La PRESIDENTE, parlant en sa qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, dit que, par esprit de conciliation, elle est disposée à accepter le texte proposé par le représentant de la Grèce, mais elle préférerait néanmoins que l'on conservât le libellé initial du texte A. Certes, Mme Roosevelt comprend le souci de la représentante de l'Inde et du représentant de la France d'assurer au comité un caractère d'indépendance et d'impartialité en y introduisant de hautes personnalités juridiques. Mais son expérience personnelle lui permet de dire que l'intrigue politique s'exerce aussi bien parmi ces personnalités que parmi les autres.

59. M. NISOT (Belgique) votera pour le texte A, parce qu'il faut éviter de donner l'impression que la Commission cherche à constituer un organisme judiciaire.

60. M. KYROU (Grèce) explique qu'il a présenté sa proposition pour tenter de réaliser l'unanimité au sein de la Commission. Répondant à une question de la représentante du Royaume-Uni, il ajoute qu'il ne pense pas que sa suggestion implique que l'on donne une importance particulière aux qualifications juridiques: son amendement dit qu'il serait souhaitable que figurent parmi les membres du comité des personnalités ayant occupé de hautes fonctions judiciaires, mais il n'en fait pas une condition sine qua non.

61. Mme MEHTA (Inde) rappelle que la proposition initiale de l'Inde parlait de "membres indépendants". Elle insiste sur cette qualification qui lui semble préférable à celle proposée par le représentant de la Grèce. Si celui-ci accepte de la substituer à la sienne, la délégation de l'Inde votera en faveur de la proposition grecque.

62. M. RAMADAN (Egypte) se déclare en faveur du texte A, amendé par la Grèce. Certes, il est utile que le comité compte dans son sein des personnalités

ayant occupé de hautes fonctions judiciaires, mais cela n'est pas absolument indispensable. La formule proposée par le représentant de la Grèce est donc parfaitement judicieuse.

63. M. CASSIN (France) tient à dissiper toute impression de partialité qu'il aurait pu donner. Certes, il ne faut pas que le comité soit composé uniquement de juristes. Il faudra y faire une place aux penseurs et aux philanthropes, aux administrateurs expérimentés, mais, lorsqu'il s'agit d'apprécier s'il y a violation des droits, il faut s'en rapporter aux juristes. Le comité n'a pas le caractère d'un tribunal et ne fera qu'établir des rapports, mais il faut qu'il compte parmi ses membres des juristes qui puissent guider ses travaux sur le plan technique, afin de lui permettre de s'appuyer sur des faits et préciser des qualifications. Pour permettre de réaliser l'unanimité au sein de la Commission, M. Cassin est prêt à accepter l'amendement proposé par la Grèce au texte A qui, s'il n'est pas parfait, marque néanmoins une orientation satisfaisante.

64. M. MENDEZ (Philippines) trouve que le défaut du texte B est qu'il implique que, lorsque des personnalités ont occupé de hautes fonctions judiciaires, elles jouissent nécessairement d'une haute considération. Or, cela n'est pas toujours exact. Le texte A proposé par le Royaume-Uni et les Etats-Unis est plus propre à assurer au comité la participation de personnalités jouissant d'une haute considération.

65. M. NISOT (Belgique) observe que, si la Commission marque une préférence pour les juristes, les Gouvernements ne manqueront pas de désigner presque exclusivement des personnalités juridiques afin d'être assurés qu'ils ne seront pas en état d'infériorité vis-à-vis des autres Etats représentés, ce qui aboutira à donner au comité le caractère d'un organisme judiciaire.

66. M. VALENZUELA (Chili) demande que le vote ait lieu tout d'abord sur la partie commune aux deux textes, c'est-à-dire du début du paragraphe jusqu'au mot "pacte"; ensuite, sur le texte A amendé, contre lequel votera la délégation du Chili. Il fait remarquer sa préférence pour le texte A, car en adoptant le texte B, on établirait des règles contraires à la souveraineté des Etats.

67. M. TSAO (Chine) votera en faveur du texte A. Il apprécie l'esprit de conciliation qui a inspiré l'amendement verbal présenté par la Grèce. Toutefois,

la Commission rédige actuellement un instrument juridique. Or, le texte de l'amendement grec ne fait qu'exprimer une préférence, alors que les autres articles expriment des conditions formelles.

68. M. KYROU (Grèce), répondant au représentant de la Chine, reconnaît que son amendement n'a que le caractère d'un avis, le texte auquel il s'ajoute constituant la partie substantielle du paragraphe.

69. La PRESIDENTE invite la Commission à voter sur la première partie du paragraphe 2, constituée par la partie commune aux textes A et B, c'est-à-dire du début du paragraphe jusqu'au mot "pacte".

A l'unanimité, ce texte est adopté.

70. La PRESIDENTE fait connaître que le texte additionnel proposé par le représentant de la Grèce constitue un amendement et qu'il y a lieu, par conséquent, de le mettre aux voix en premier lieu. Ce texte constituerait le deuxième alinéa du paragraphe 2 et est rédigé comme suit:

"Il serait souhaitable que figurent parmi ces personnalités des personnes ayant occupé de hautes fonctions judiciaires." (traduction provisoire)

Il y a 7 voix pour, 7 voix contre et une abstention, l'amendement n'est pas adopté.

71. La PRESIDENTE invite ensuite la Commission à voter sur la deuxième partie du texte A, sous sa forme initiale, depuis les mots "qui doivent être des personnalités" jusqu'à la fin du paragraphe.

Par 9 voix contre 3, avec 3 abstentions, ce texte est adopté.

72. La PRESIDENTE invite la Commission à voter sur l'ensemble de l'article premier comportant, pour le paragraphe 2, le texte A initial.

Par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'ensemble du texte de l'article premier est adopté.

La séance est levée à 13 heures 05.